



Communiqué de l'intersyndicale Gironde

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA de la Gironde refusent tous les plans d'austérité imposés par le gouvernement. Il décide de mesures dans le domaine social sans rencontrer, ni entendre les organisations syndicales. Il fait porter les efforts sur les salariés, ce qui creuse les inégalités et plonge des milliers de familles dans les difficultés sociales.

Après la taxe sur les complémentaires, les déremboursements, l'instauration de forfaits et franchises, les ponctions sur le budget de la Sécurité Sociale, la diminution des prestations sociales, le gouvernement s'en prend aux salariés malades, potentiellement « fraudeurs » et « responsables des déficits publics », en instaurant un jour de carence de plus dans le privé et un dans la Fonction Publique et en tentant d'opposer les uns aux autres.

Toutes ces mesures qui témoignent des pressions des marchés financiers sur le gouvernement doivent être abrogées.

Car l'austérité en France et en Europe n'est pas la solution à la crise, au contraire elle l'aggrave.

Il faut d'autres mesures qui permettent une autre répartition des richesses pour : Plus de justice sociale, le développement de l'emploi, de l'industrie et des services publics.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA de la Gironde appellent les salariés, privés d'emploi et retraités à se mobiliser

le mardi 13 décembre

pour préparer la riposte à la hauteur de l'enjeu, à décider eux-mêmes de la forme de leur action, grève y compris, et à participer

au rassemblement à partir de 11h30

devant la Préfecture

(témoignages, débats, prises de paroles, ...).

Cette étape de notre mobilisation sera un tremplin indispensable pour la suite.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA de la Gironde se retrouveront rapidement après le 15 décembre, afin d'en tirer le bilan et d'envisager, ensemble de nouvelles initiatives en janvier.



Déclaration intersyndicale nationale

CFDT, CGT, FSU et Unsa dénoncent les plans d'austérité injustes, dangereux pour l'activité et l'emploi, inefficaces pour réduire la dette.

La France et l'Europe sont confrontées à une crise économique et sociale profonde. Des millions de travailleurs, en France et en Europe, voient leur emploi détruit ou menacé et le niveau de leur protection sociale mis en cause.

Dans ce contexte, après un premier plan de rigueur annoncé en août, le gouvernement vient de décider d'une nouvelle série de mesures d'austérité, en l'absence totale de discussion avec les organisations syndicales.

Ces mesures inéquitables et injustes :

- font porter principalement les efforts sur les salariés et impactent leur pouvoir d'achat ;
- font l'impasse sur le besoin de relance et de soutien à l'activité et à l'emploi et dégradent la qualité des services publics.

Après la taxe sur les complémentaires santé, la poursuite des déremboursements, le gouvernement décide d'augmenter d'un jour la carence en cas d'arrêt maladie. Il s'en prend aux salariés malades, tous assimilés à des fraudeurs. Il rend de plus en plus difficile l'accès aux soins d'une part importante de la population.

Dans le même temps, les efforts demandés aux plus aisés restent symboliques et des niches fiscales inefficaces et injustes sont laissées en l'état.

Ces mesures sont économiquement inefficaces pour réduire l'endettement: elles réduisent l'activité au risque d'une spirale infernale qui mène à la récession.

CFDT, CGT, FSU et Unsa interpellent gouvernement et patronat pour des mesures justes et équitables afin de lutter contre la spéculation, relancer la croissance économique et soutenir l'emploi, assurer des services publics de qualité.

Elles demandent en particulier au gouvernement de :

- mettre fin à la défiscalisation des heures supplémentaires, défavorable à l'emploi, inégalitaire et coûteuse (4 milliards d'euros);
- faire contribuer les hauts revenus par la création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu et supprimer les niches fiscales inefficaces;
- conditionner les aides aux entreprises à leur politique sociale;
- renoncer au doublement de la taxe sur les complémentaires santé;
- abandonner l'instauration des jours de carences supplémentaires.

Les organisations syndicales appellent tous les salariés à agir pour se faire entendre des décideurs (gouvernement, élus, responsables d'entreprise) dans la période du 1^{er} au 15 décembre 2011, en particulier lors du temps fort de rassemblements le 13 décembre.